

AMNESTY INTERNATIONAL

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Index AI : ASA 35/007/2006 (Public)
Bulletin n° : 194
ÉFAI
25 juillet 2006

Philippines. Le gouvernement doit empêcher de nouveaux homicides politiques

Le gouvernement doit prendre des mesures fermes pour empêcher les homicides politiques et doit mieux protéger les témoins, a déclaré Amnesty International après le discours de la présidente Arroyo sur l'état de la nation.

« Il est encourageant que la présidente Arroyo ait condamné les homicides de militants dans son discours à la nation, mais il lui faut désormais prouver son engagement, en prenant des mesures concrètes pour empêcher la mort d'autres militants », a déclaré Tim Parritt, directeur adjoint du programme Asie Pacifique d'Amnesty International.

« Le gouvernement a le devoir de protéger toute personne aux Philippines, quelles que soient ses opinions politiques, et que des membres des forces de sécurité soient liés ou non aux agressions commises. »

Dans son discours, la présidente Arroyo a demandé aux témoins des homicides de s'exprimer.

« De nombreux témoins d'homicides politiques – même des parents proches des victimes – ont tout simplement trop peur pour se faire connaître. Si le gouvernement veut que ces personnes témoignent, il doit améliorer l'application des textes de loi relatifs à la protection des témoins », a ajouté Tim Parritt.

Les menaces de mort, d'autres formes d'intimidation visant les témoins et la crainte de représailles sont des problèmes graves, qui contribuent à l'absence fréquente d'inculpation par la police ou le ministère public, ou à l'absence de condamnation des coupables en cas de jugement. En raison de ces obstacles, il est très difficile pour les victimes des familles d'obtenir justice.

Les responsables d'agressions sont rarement arrêtés, poursuivis ou condamnés. Trop souvent, les enquêtes ne respectent pas les normes internationales, qui exigent des enquêteurs qu'ils soient indépendants des responsables présumés, et qu'ils disposent des ressources et du savoir-faire nécessaires pour enquêter.

Irma « Kathy » Alcantara a été abattue le 5 décembre 2005 près d'un hôtel où elle participait à une réunion de paysans et de pêcheurs. Cette coordinatrice régionale d'un groupe politique de gauche, âgée de quarante-quatre ans, avait reçu des menaces de mort et aurait été placée sous surveillance par des membres des forces de sécurité. Des témoins affirment que deux hommes en moto ont tiré sur elle. L'enquête serait au point mort, et sa famille attend toujours que justice soit rendue.

Les évolutions politiques de l'année 2006 ont favorisé de nouveaux homicides politiques. Depuis que la présidente Arroyo a déclaré un état d'urgence d'une semaine en février, le processus de paix entre le gouvernement et les communistes s'est apparemment arrêté, avec la déclaration d'une « *guerre totale* » par les autorités à l'encontre des groupes communistes armés. Il faut prendre d'urgence des mesures préventives pour arrêter la multiplication des homicides.

Amnesty International publiera bientôt un rapport et lancera une campagne internationale contre les homicides politiques aux Philippines.

Complément d'information

Pour de plus amples informations, merci de consulter la déclaration publique du 8 mars 2006 <http://web.amnesty.org/library/Index/FRAASA350022006>.

Document public

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566

Amnesty International, 1 Easton St., Londres WC1X 0DW. web : <http://www.amnesty.org>